

**LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE
A FORTEMENT PROGRESSÉ
AU DÉTRIMENT DES SOCIALISTES
ET DES LIBÉRAUX**
(Lire page 4
l'article de DANIEL VERNET.)

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 28; Maroc, 1 dr.; Tunisie, 108 m.
Allemagne, 1 08; Autriche, 7 m.; Belgique,
5 tr.; Canada, 50 c. et 5; Danemark, 2 30 fr.
Espagne, 10 pes.; Grande-Bretagne, 14 s.; Grèce,
13 dr.; Iran, 48 rs.; Italie, 238 L.; Liban, 125 p.
Luxembourg, 5 fr.; Norvège, 3 50 fr.; Pays-Bas,
4 75 fr.; Portugal, 18 esc.; Roumanie, 1 75 le. Roum.
0 50 tr.; S.A.S., 75 ch.; Yougoslavie, 2 s. et 1/2.

Tarif des abonnements page 22.

5, RUE DES ITALIENS
PARIS - 8

C.G.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris 26 6974
Tél. : 770-91-29

UN DOUBLE DURCISSEMENT

Le parti communiste veut à la fois se renforcer et élargir ses alliances

M. Mitterrand : je suis surpris de la décision de M. Marchais de ne pas se rendre à l'Élysée

M. Brejnev poursuit cette semaine une série d'importants entretiens diplomatiques. Après M. Kissinger, qui a quitté Moscou dimanche pour le sous-continent indien, et M. Ali Bhutto, premier ministre du Pakistan, qui vient d'achever une visite officielle en U.R.S.S., il reçoit, ce jeudi, au Kremlin, M. Helmut Schmidt, qui commence à Moscou sa première visite en sa nouvelle qualité de chancelier de la République fédérale.

[illegible]

**La prolongation de la grève des P.T.T.
entraîne certaines perturbations
dans l'activité économique**

Différents conflits qui se poursuivent ou sont amorcés, en particulier dans la section publique ou nationalisée, alourdissent le climat social en France en cette fin de mois d'octobre.

« Aux P.T.T. après la suspension des négociations entre les syndicats et la direction, les grèves ont repris. Elles ont pris l'aspect d'étendre, entraînant certaines perturbations dans l'activité économique. Une manifestation de grévistes devait avoir lieu lundi après-midi à Paris devant le secrétariat d'Etat aux P.T.T. »

« Dans les mines, les grèves ont repris. Elles ont lancé un mot d'ordre de grève pour les 29 et 30 octobre afin de s'opposer aux licenciements envisagés. »

« Dans les houillères de Lorraine, les syndicats ont appelé les vignerons de la région à faire grève. Une grève de portée indéterminée a débuté le mardi 30 octobre, pour obtenir la maintenance en activité du puits de Flaqueuement et une révision du plan charbonnier. »

« Les dirigeants de la F.E.D.T., dont les orientations politiques sont très différentes, ont décidé de ne pas participer à la manifestation nationale, pour rencontrer dans les prochains jours ceux de la C.G.E.

Veillée d'armes en Lorraine

[illegible]

PRODUIRE POUR CHEBOUR

Les paris de l'Institut Pasteur

Le conseil d'administration de l'Institut Pasteur se réunit mardi 28 octobre à Paris pour examiner un « plan de rénovation » de cette institution mis au point par le directeur, M. Jacques Monod. Fondé sur la vente des terrains qu'il s'agit de l'Institut à Paris, le plan de M. Monod prévoit une reconstruction à Garches. Le directeur de Pasteur

se heurte à l'opposition d'une partie du personnel, notamment scientifique, mais est appuyé par les dirigeants du secteur de production. Un haut fonctionnaire, M. Morin, vient d'être désigné par le gouvernement pour étudier l'ensemble du dossier, notamment un grave déficit thermique.

A Rabat

**LES CHEFS D'ÉTAT ARABES
VEULENT TROUVER
UN COMPROMIS
ENTRE L'O.L.P. ET LA JORDANIE**
(Lire nos informations page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Les nouveaux maîtres

[illegible]

ROBERT ESCARPIT.

par BRUNO FRAPPAT

[illegible]

Un terrain par-ci, un immeuble par-là, telle était la seule réponse des dirigeants de l'Institut à l'effilett qu'ils voulaient croire conjoncturel et non structurel.

UN « HAPPENING » PASSIONNÉ

Les Goncourt au Québec

Montréal. — Les Goucourent, retour du Québec, où ils viennent de passer une semaine pour affirmer la vocation transphonique de l'Académie, peuvent s'interroger sur l'opportunité et la réussite de leur visite, ils auront appris sur moi que les Québécois, quand ils ont quelque chose sur le cœur ne le renvoient pas dire et qu'ils lancent sans ménagement leur paquet d'amertume. L'Académie Goncourt s'est tenue priée dans une élite éternelle dévouée au possible. Le Québec est un pays si vaste, à densité de population si faible, qu'il faut per-

[illegible]

Lire la suite page 21.

**Voyage
à l'intérieur
du Parti
communiste**

Un matériel humain foisonnant,
inimitable, irremplaçable...
Le livre le plus neuf,
le plus vrai, le meilleur
qu'il ait été donné de lire
depuis bien longtemps
sur le P.C.F."

ALAIN DUHAMEL - LE MONDE

SF III

SEMI

دینار امام علی (ع)

PROCHE-ORIENT

AU «SOMMET» DE RABAT

Les chefs d'Etat arabes sont résolus à trouver un compromis O.L.P.-Jordanie

Les conférences des chefs d'Etat arabes réunies à Rabat commencent en lundi 28 octobre, sous la présidence de M. Hassan II. Elles se poursuivront jusqu'à samedi 31 octobre. Contrairement à certaines prévisions, le premier ministre libyen, M. Jelloud, ne participe pas à la réunion. Tripoli est représenté par son ambassadeur à Paris, M. Kadri El Anouch.

Après l'après-midi, la conférence s'est tenue à un grand hôtel de Rabat. La conférence s'est tenue à un grand hôtel de Rabat. La conférence s'est tenue à un grand hôtel de Rabat.

entre l'Organisation de libération de la Palestine et le roi Hussein de Jordanie. Ils ont reçu dimanche M. Podgorny et Kossyguine, respectivement chef de l'Etat et chef du gouvernement soviétique, un message exprimant le soutien de l'U.R.S.S. à la juste cause des peuples arabes.

De notre envoyé spécial

Rabat. — Les divergences entre Palestiniens et Jordaniens ont été, pendant le week-end, au centre des discussions des chefs d'Etat arabes, réunis à Rabat, les débats du conseil des ministres des affaires étrangères au cours de la semaine écoulée.

Dans son discours d'ouverture, samedi soir 28 octobre, le roi Hassan II a admis l'importance de ces divergences, et lancé un appel aux deux parties pour qu'elles les surmontent.

De vendredi soir, mais on ne l'a appris que vingt-quatre heures plus tard, le souverain marocain avait organisé un petit « sommet » avec le roi Fayçal et le président Sadat, à l'issue duquel il avait fait le point de la situation, et lancé un appel à la coopération internationale.

Plusieurs délégations n'auraient pas été invitées à ces arguments, et elles auraient même envisagé des solutions pour le conflit, à l'instar du Sinaï et du Golan. Certains arabes ont même déclaré de se réunir en conseil au palais de Dar El Salam, où le roi a été reçu.

Plusieurs délégations n'auraient pas été invitées à ces arguments, et elles auraient même envisagé des solutions pour le conflit, à l'instar du Sinaï et du Golan. Certains arabes ont même déclaré de se réunir en conseil au palais de Dar El Salam, où le roi a été reçu.

Plusieurs délégations n'auraient pas été invitées à ces arguments, et elles auraient même envisagé des solutions pour le conflit, à l'instar du Sinaï et du Golan. Certains arabes ont même déclaré de se réunir en conseil au palais de Dar El Salam, où le roi a été reçu.

Plusieurs délégations n'auraient pas été invitées à ces arguments, et elles auraient même envisagé des solutions pour le conflit, à l'instar du Sinaï et du Golan. Certains arabes ont même déclaré de se réunir en conseil au palais de Dar El Salam, où le roi a été reçu.

Plusieurs délégations n'auraient pas été invitées à ces arguments, et elles auraient même envisagé des solutions pour le conflit, à l'instar du Sinaï et du Golan. Certains arabes ont même déclaré de se réunir en conseil au palais de Dar El Salam, où le roi a été reçu.

Pour sa part, le roi Hussein a été très ferme. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable.

Pour sa part, le roi Hussein a été très ferme. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable.

Pour sa part, le roi Hussein a été très ferme. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable.

Pour sa part, le roi Hussein a été très ferme. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable.

Pour sa part, le roi Hussein a été très ferme. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable.

Pour sa part, le roi Hussein a été très ferme. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable.

Pour sa part, le roi Hussein a été très ferme. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable.

Pour sa part, le roi Hussein a été très ferme. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable. Il a déclaré que la résolution de « sommet » qui ne serait pas contrainte à la reconnaissance de l'O.L.P. n'était pas acceptable.

Plusieurs délégations n'auraient pas été invitées à ces arguments, et elles auraient même envisagé des solutions pour le conflit, à l'instar du Sinaï et du Golan. Certains arabes ont même déclaré de se réunir en conseil au palais de Dar El Salam, où le roi a été reçu.

Plusieurs délégations n'auraient pas été invitées à ces arguments, et elles auraient même envisagé des solutions pour le conflit, à l'instar du Sinaï et du Golan. Certains arabes ont même déclaré de se réunir en conseil au palais de Dar El Salam, où le roi a été reçu.

Plusieurs délégations n'auraient pas été invitées à ces arguments, et elles auraient même envisagé des solutions pour le conflit, à l'instar du Sinaï et du Golan. Certains arabes ont même déclaré de se réunir en conseil au palais de Dar El Salam, où le roi a été reçu.

Plusieurs délégations n'auraient pas été invitées à ces arguments, et elles auraient même envisagé des solutions pour le conflit, à l'instar du Sinaï et du Golan. Certains arabes ont même déclaré de se réunir en conseil au palais de Dar El Salam, où le roi a été reçu.

Plusieurs délégations n'auraient pas été invitées à ces arguments, et elles auraient même envisagé des solutions pour le conflit, à l'instar du Sinaï et du Golan. Certains arabes ont même déclaré de se réunir en conseil au palais de Dar El Salam, où le roi a été reçu.

Plusieurs délégations n'auraient pas été invitées à ces arguments, et elles auraient même envisagé des solutions pour le conflit, à l'instar du Sinaï et du Golan. Certains arabes ont même déclaré de se réunir en conseil au palais de Dar El Salam, où le roi a été reçu.

Plusieurs délégations n'auraient pas été invitées à ces arguments, et elles auraient même envisagé des solutions pour le conflit, à l'instar du Sinaï et du Golan. Certains arabes ont même déclaré de se réunir en conseil au palais de Dar El Salam, où le roi a été reçu.

Plusieurs délégations n'auraient pas été invitées à ces arguments, et elles auraient même envisagé des solutions pour le conflit, à l'instar du Sinaï et du Golan. Certains arabes ont même déclaré de se réunir en conseil au palais de Dar El Salam, où le roi a été reçu.

APRÈS AVOIR DISTRIBUÉ UN TRACT EN FAVEUR D'ISRAËL

Mme Beate Klarsfeld est gardée à vue par la police marocaine

De notre correspondant

Rabat. — En marge du « sommet », Mme Beate Klarsfeld est venue le dimanche 27 octobre à Rabat pour émettre une déclaration de la presse internationale. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Mme Beate Klarsfeld avait distribué dans les hôtels de la ville des tracts en faveur d'Israël. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Mme Beate Klarsfeld avait distribué dans les hôtels de la ville des tracts en faveur d'Israël. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Mme Beate Klarsfeld avait distribué dans les hôtels de la ville des tracts en faveur d'Israël. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Mme Beate Klarsfeld avait distribué dans les hôtels de la ville des tracts en faveur d'Israël. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Mme Beate Klarsfeld avait distribué dans les hôtels de la ville des tracts en faveur d'Israël. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Mme Beate Klarsfeld avait distribué dans les hôtels de la ville des tracts en faveur d'Israël. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Mme Beate Klarsfeld avait distribué dans les hôtels de la ville des tracts en faveur d'Israël. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Mme Beate Klarsfeld avait distribué dans les hôtels de la ville des tracts en faveur d'Israël. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Mme Beate Klarsfeld avait distribué dans les hôtels de la ville des tracts en faveur d'Israël. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Mme Beate Klarsfeld avait distribué dans les hôtels de la ville des tracts en faveur d'Israël. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Mme Beate Klarsfeld avait distribué dans les hôtels de la ville des tracts en faveur d'Israël. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Mme Beate Klarsfeld avait distribué dans les hôtels de la ville des tracts en faveur d'Israël. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Mme Beate Klarsfeld avait distribué dans les hôtels de la ville des tracts en faveur d'Israël. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Mme Beate Klarsfeld avait distribué dans les hôtels de la ville des tracts en faveur d'Israël. Elle a été arrêtée par la police marocaine et gardée à vue.

Pékin soutient inconditionnellement la position de l'O.L.P.

Le premier ministre chinois, M. Chou En-lai, a adressé à la conférence arabe « au sommet », réunie à Rabat, un message de « chaleureuses félicitations » dans lequel il se déclare « totalement persuadé que cette réunion contribuera encore plus à l'unité du grand peuple arabe et aidera à promouvoir la juste lutte du peuple arabe et palestinien pour le recouvrement des territoires perdus et la restauration des droits nationaux ».

Le message de M. Chou En-lai, qui débute d'entre par le « système israélien », ainsi que les « super-puissances » qui tentent d'orienter de « pêcher en eau trouble », illustre le soutien actif accordé par Pékin à la cause arabe, et particulièrement à celle du mouvement de libération de la Palestine.

De notre correspondant

Pékin. — Ce que Pékin souhaite avant tout, c'est la continuation de la représentativité de l'O.L.P. d'autre part, la mise en commun du potentiel de combat arabe contre Israël et l'Afrique du Nord, la question palestinienne. La Chine soutient, on peut dire inconditionnellement, les positions de M. Arafat.

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

et continue de recevoir des armes à Pékin pour son esprit combatif, d'autre part, la mise en commun du potentiel de combat arabe contre Israël et l'Afrique du Nord, la question palestinienne. La Chine soutient, on peut dire inconditionnellement, les positions de M. Arafat.

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1958 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. « Avant nous, plusieurs pays arabes », souligne-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin, « ont changé : soutien jusqu'à la victoire, appui à la lutte armée. Quelle sorte d'aide apporte la Chine ? »

L'EXPRESSION

Ce que Giscard espère changer

Le monde est malheureux ; les Français aussi. Il ne sait pas où il va ; les Français non plus. Aussi M. Giscard d'Estaing s'engage-t-il dans une démarche qu'il a expliquée à L'Express.

Quatre portraits de jeunes Français

Le Larzac, Taizé, la Fête de l'Humanité, le Congrès de la Joc : un demi-million de jeunes... Que cherchaient-ils ? L'Express a retrouvé quatre d'entre eux : comment veulent-ils transformer le monde ?

Le pouvoir, l'Intelligence et la sagesse

Un entretien exclusif de L'Express avec David Halberstam, le premier Américain qui ose démythifier l'ère des Kennedy, la faille des « meilleurs et des plus intelligents ».

Marilyn par Norman Mailer

« Quelque chose doit craquer » : c'est le titre du dernier film tourné par Marilyn Monroe, en juin 1962. Le 5 août, Marilyn se donnait la mort. Avec la cruauté d'un romancier, Norman Mailer la raconte dans L'Express.

سكنا في العمل

DIPLOMATIE

LES ENTRETIENS DE M. BREJNEV AU KREMLIN AVEC M. KISSINGER

Le secrétaire d'Etat aurait réussi une « percée conceptuelle » sur les armements stratégiques

De notre correspondant

Moscou. — M. Kissinger avait retrouvé une partie de son entrain en quittant dimanche matin Moscou pour la Nouvelle-Delhi. N'ayant pas placé la barre trop haut, le secrétaire d'Etat américain n'avait pas de raison d'être mécontent des résultats, modestes mais positifs, de sa mission. Il n'est pas sûr que son séjour dans la capitale soviétique ait été le premier d'une série.

Le premier résultat de ces trois jours de discussions (vingt heures au total) est que chacun paraît ressortir avec une intention de ne pas se laisser aller à des jugements trop hâtifs. Les deux hommes ont communiqué publiquement des déclarations qui, bien que formulées dans un langage diplomatique, ne laissent pas d'être assez claires. M. Kissinger a déclaré que les États-Unis ne cherchent pas à imposer leur volonté à l'Union soviétique, mais qu'ils souhaitent une coopération dans le domaine de la sécurité. M. Brejnev a répondu que l'Union soviétique ne cherche pas à imposer sa volonté aux États-Unis, mais qu'elle souhaite une coopération dans le domaine de la sécurité.

Les deux hommes ont communiqué publiquement des déclarations qui, bien que formulées dans un langage diplomatique, ne laissent pas d'être assez claires. M. Kissinger a déclaré que les États-Unis ne cherchent pas à imposer leur volonté à l'Union soviétique, mais qu'ils souhaitent une coopération dans le domaine de la sécurité. M. Brejnev a répondu que l'Union soviétique ne cherche pas à imposer sa volonté aux États-Unis, mais qu'elle souhaite une coopération dans le domaine de la sécurité.

Les deux hommes ont communiqué publiquement des déclarations qui, bien que formulées dans un langage diplomatique, ne laissent pas d'être assez claires. M. Kissinger a déclaré que les États-Unis ne cherchent pas à imposer leur volonté à l'Union soviétique, mais qu'ils souhaitent une coopération dans le domaine de la sécurité. M. Brejnev a répondu que l'Union soviétique ne cherche pas à imposer sa volonté aux États-Unis, mais qu'elle souhaite une coopération dans le domaine de la sécurité.

AVEC M. BHUTTO

L'aide soviétique serait renforcée au Pakistan

De notre correspondant

Moscou. — La visite officielle de M. Bhutto en U.R.S.S. s'est terminée dimanche 28 octobre par la publication d'un communiqué commun dans lequel les deux parties expriment l'aspiration à une coopération étroite et à une normalisation totale et rapide de la situation dans le sous-continent. Les deux hommes ont communiqué publiquement des déclarations qui, bien que formulées dans un langage diplomatique, ne laissent pas d'être assez claires. M. Bhutto a déclaré que le Pakistan ne cherche pas à imposer sa volonté à l'Union soviétique, mais qu'il souhaite une coopération dans le domaine de la sécurité. M. Brejnev a répondu que l'Union soviétique ne cherche pas à imposer sa volonté au Pakistan, mais qu'elle souhaite une coopération dans le domaine de la sécurité.

Les deux hommes ont communiqué publiquement des déclarations qui, bien que formulées dans un langage diplomatique, ne laissent pas d'être assez claires. M. Bhutto a déclaré que le Pakistan ne cherche pas à imposer sa volonté à l'Union soviétique, mais qu'il souhaite une coopération dans le domaine de la sécurité. M. Brejnev a répondu que l'Union soviétique ne cherche pas à imposer sa volonté au Pakistan, mais qu'elle souhaite une coopération dans le domaine de la sécurité.

Mme Brate Klavdia
est gardée à vue par la police

Arrêtés à Rabat
au début du mois
DES PALESTINIENS
AURAIENT PROJETÉ
YASSASSINER LE ROI HUSSEIN

(De notre correspondant.)
Beyrouth. — Dans les milieux arabes de la résistance palestinienne, on a annoncé que les Palestiniens, au nombre de cinquante, arrêtés à Rabat le 4 octobre dernier sur la base d'informations de source israélienne, avaient été envoyés à Damas. On indique dans la presse arabe que le conseil de sécurité de l'Organisation pour la libération de la Palestine, le général Yasser Arafat, aurait participé à l'interrogatoire des cinquante Palestiniens arrêtés, qui auraient été « sauvagement torturés ».

Presse
espère changer

Israël
et manœuvres de l'armée
éroulent sur le Golan
et en Cisjordanie

Des manœuvres de l'armée israélienne, qui durent jusqu'au 28 octobre, dans le Golan et en Cisjordanie, ont suscité la correspondance militante israélienne. Les manœuvres, qui ont été présentées comme une démonstration de la puissance militaire israélienne, ont été critiquées par les Palestiniens. On a accusé Israël de vouloir occuper le Golan et de violer les droits des Palestiniens. Les manœuvres ont également été critiquées par les Arabes.

Presse
espère changer

AVEC M. SCHMIDT

Une centrale atomique allemande serait construite dans l'ancienne Königsberg

De notre correspondant

Bonn. — La composition de la délégation qui accompagne M. Schmidt lors de sa visite en Union soviétique, M. Genscher, ministre des Affaires étrangères, mais aussi, entre autres personnalités, M. Rübner, directeur de l'Institut pour l'étude de l'économie d'État au ministère de l'Économie, et M. Monner, patron de Krupp, montre que cet accord particulier sera celui de la construction de relations commerciales et industrielles entre la R.F.A. et l'U.R.S.S. Les échanges commerciaux vont doubler, pour atteindre 7 à 8 milliards de Deutschmarks, mais les Soviétiques souhaitent un accroissement des investissements allemands.

Le principal projet actuellement en discussion concerne la construction à Kaliningrad (l'ancienne Königsberg) d'une centrale atomique à eau pressurisée de 1 200 mégawatts, qui serait construite par des sociétés occidentales et que l'U.R.S.S. rembourserait en livrant du courant électrique en Allemagne de l'Ouest. Le gouvernement de Bonn veut que la ligne électrique passe par Berlin-Ouest. « Sans Berlin, pas de centrale atomique », dit-on dans les milieux officiels. « Berlin est d'un intérêt vital pour la République fédérale », a confirmé le chancelier avant son départ pour Moscou.

Le message adressé à l'occasion du cinquantième anniversaire des relations franco-soviétiques à M. Brejnev, Pétrograd et Koenigsberg par M. Giscard d'Estaing, a été qualifié d'acte de haute diplomatie. Les dirigeants de la République française ont exprimé leur attachement à la coopération franco-soviétique. M. Giscard d'Estaing a déclaré que la France ne cherche pas à imposer sa volonté à l'Union soviétique, mais qu'elle souhaite une coopération dans le domaine de la sécurité.

JÉRÔME MONOD
TRANSFORMATION D'UN PAYS
POUR UNE GEOGRAPHIE DE LA LIBERTÉ
Aménager le territoire c'est améliorer notre société.
FAYARD

Togo
Niger

AFRIQUE
Togo
Niger

EES
NUER

سورة النمل

ASIE

Japon

CRITIQUE POUR SA POLITIQUE EXTERIEURE ET INTERIEURE

M. Tanaka est menacé par un «Watergate japonais»

Selon des révélations publiées, dimanche 27 octobre, par le «New York Times», un accord secret existait entre le Japon et les Etats-Unis concernant les bases de la marine américaine au Japon. Cet accord d'entente de 1960, de nature militaire, est censé dater de 1960. De nature militaire, c'est ce document qui est au cœur de la polémique. Les révélations ont été faites par un journaliste japonais, M. Tanaka, qui a obtenu l'accès à des documents classifiés. M. Tanaka a été accusé de trahison et de divulgation d'informations confidentielles. Il a été arrêté et est actuellement en détention. Cette affaire a provoqué une grande agitation dans le pays et a remis en question la confiance du public envers le gouvernement.

De notre correspondant
M. Tanaka a été arrêté par la police japonaise. Les autorités ont affirmé qu'il avait divulgué des informations confidentielles relatives à la politique étrangère du Japon. M. Tanaka a été accusé d'avoir travaillé pour le compte d'espions américains. Cette affaire a provoqué une grande agitation dans le pays et a remis en question la confiance du public envers le gouvernement.

De notre correspondant
M. Tanaka a été arrêté par la police japonaise. Les autorités ont affirmé qu'il avait divulgué des informations confidentielles relatives à la politique étrangère du Japon. M. Tanaka a été accusé d'avoir travaillé pour le compte d'espions américains. Cette affaire a provoqué une grande agitation dans le pays et a remis en question la confiance du public envers le gouvernement.

Bangladesh

LA DEMISSION DU MINISTRE DES FINANCES ILLUSTRE L'ORIENTATION PRO-OCIDENTALE DU REGIME.

Un communiqué officiel de Dhaka a annoncé, le samedi 26 octobre, la démission du ministre des finances, M. Tajuddin Ahmad. Cette démission a été présentée au premier ministre, M. Mujibur Rahman, et a été acceptée. M. Ahmad a été accusé d'avoir divulgué des informations confidentielles relatives à la politique économique du Bangladesh. Cette affaire a provoqué une grande agitation dans le pays et a remis en question la confiance du public envers le gouvernement.

Inde

M. Kissinger préconise à New-Delhi «un nouveau type de relations»

New-Delhi. — M. Kissinger a commencé, le dimanche 27 octobre, une visite de quatre jours en Inde. A son arrivée à New-Delhi, il a déclaré que les relations américano-indiennes ne sont «convenablement satisfaites». M. Kissinger a déclaré qu'il cherchait à établir un «nouveau type de relations» entre les deux pays. Cette déclaration a provoqué une grande agitation dans le pays et a remis en question la confiance du public envers le gouvernement.

Surmenage, Névralgies, Obésité... CURES MARINES DE TROUVILLE

LES ANNONCES
est toujours le n°1 pour l'achat et la vente de FONDS DE COMMERCE

AMERIQUES

Argentine

vingt-cinq personnes ont été assassinées depuis la mort de Peron

Des menaces sont adressées au boxeur Carlos Monzon. Buenos Aires (Reuters). — Un attentat d'extrême droite a été perpétré, le dimanche 27 octobre, devant son domicile. L'attentat a été perpétré par un groupe d'extrême droite. M. Monzon a été blessé et est actuellement en détention. Cette affaire a provoqué une grande agitation dans le pays et a remis en question la confiance du public envers le gouvernement.

Vietnam du Sud

A la suite de nombreuses saisies UN DES PRINCIPAUX JOURNAUX DE SAIGON CESSE DE PARAITRE

Un des principaux quotidiens saigonnais d'opposition, le «Dai Dai», a cessé de paraître. Les autorités ont affirmé qu'il avait divulgué des informations confidentielles relatives à la politique étrangère du Vietnam du Sud. Cette affaire a provoqué une grande agitation dans le pays et a remis en question la confiance du public envers le gouvernement.

vous désirez vous loger... téléphonez-nous.



Savez-vous que la Caisse d'Epargne de Paris prête au taux le plus bas ? Un crédit moins élevé représente d'importants économies... Pour payer votre logement moins cher, présentez cette

prêts personnels immobiliers pour payer moins cher. Caisse d'Epargne de Paris

histoire culturelle de la France

19^e - 20^e siècles

ARMAND COLIN

Habiter la Tour TOKYO
c'est vivre plein ciel dans Paris XIII rénové

Et c'est aussi, vivre dans le cadre des «Olympiades», première cité-loisirs de Paris, située au cœur de la transformation du 13^e arrondissement, cernée par l'avenue d'Italie et les Bords de Marne, de Tolbiac au Confluent.

LA TOUR TOKYO offre les 30 étages dans ce monde nouveau et offre ses : 200 APPARTEMENTS A VENDRE du Studio au 5 pièces (jusqu'à 25^e étage) DUPLEX aux 29^e et 30^e ETAGES 2, 4 et 7 pièces. PARKINGS EN SOUS-SOL, SUR 5 ETAGES BUREAUX EN REZ-DE-DALE (650 M²), entrées indépendantes. Le M² : 4 100 F.

PRETS Complémentaires jusqu'à 80 % PRETS des Caisses de Caisses, Employeurs, et Epargne Logement. LIVRAISON fin 2^e semestre 1975

Renseignements et Bureau de Vente sur place : 24, avenue d'Ivry/rue Régnault en semaine 14 à 18 heures samedi et dimanche 14h30 à 18 heures TEL. : 580.55.75



SEMICLE Société d'Economie Mixte pour la Construction de Logements Economiques 5, avenue Berliet 75008 Paris 7665176

sur la r

[illegible]

•
•
•
•

[illegible]

M. SARRE (P.S.) : les alliances centristes sont l'héritage d'une période révolue.

et répond à la
trente-deux
et du contin

Polémique entre M. Martinet et le P.C.F.

MÉDECINE

AU CONGRÈS DU TOUQUET

Les infirmières seront associées au fonctionnement administratif des hôpitaux

Le Touquet. — Pour la première fois depuis huit ans, un ministre de la santé a pris la peine d'assister, samedi 26 octobre, à un congrès d'infirmières. Il s'agissait du quarantième congrès de l'Association nationale française des infirmières et infirmières diplômées d'État (ANFIDE) (1) qui vient de se tenir au Touquet et auquel ont participé près de 400 délégués venus de toutes les régions de France.

La présidente effective de Mme Simone Veil, ministre de la santé, a marqué son intérêt pour cette profession dont l'état de pénurie est aujourd'hui particulièrement alarmant. Dans son allocution, le ministre a clairement mis en valeur la place accrue que tient actuellement l'infirmière : « La technique médicale et le monde des hôpitaux ont besoin de l'infirmière et donc désormais associée à toute la thérapeutique, y compris la plus complexe et la plus spécialisée. En cas d'urgence, elle doit immédiatement réagir et secourir sans pouvoir toujours se reposer sur un médecin de cette responsabilité vitale. Dans le même temps, il est certain que les textes définissent son rôle et ne pas s'en tenir ».

Soulignant que l'infirmière « s'estime trop souvent privée de toute responsabilité au niveau administratif » et que face au médecin elle ne se sent alors

qu'une « exécutante et non une collaboratrice », Mme Veil a reconnu que cette profession, en majorité féminine (elle comporte à peine 5 % d'hommes), a subi « l'injuste dépréciation de tous les métiers répétés féminins ». Afin de corriger cette situation et de permettre une meilleure intégration de l'infirmière au sein des équipes de soins et de médecins, le ministre a annoncé que désormais les infirmières seraient associées aux travaux de la commission médicale consultative de chaque hôpital. C'est ainsi qu'une infirmière générale (2) et une infirmière chef par les membres du corps infirmier de chaque établissement pourront participer à cette commission pour l'associer à la marche de l'hôpital et pouvoir exposer les problèmes concernant les effectifs et l'organisation des soins infirmiers. D'autre part, a indiqué le ministre, depuis trois mois et demi le corps infirmier est représenté au niveau national — une infirmière (Mlle Michon) est en effet attachée depuis la mi-juillet au ministère de la Santé.

En outre, Mme Veil a déclaré que le gouvernement a reconnu la nécessité de créer des emplois d'infirmières générales et d'infirmières générales adjointes. Dans cette optique il a été admis que l'infirmière générale pourra accéder « sans conteste » au niveau

annonce Mme Simone Veil.

De notre envoyée spéciale

de la catégorie A des hauts fonctionnaires. Des textes réglementaires devraient être promulgués dans ce sens d'ici deux ou trois semaines.

Quant à la formation des infirmières, le ministre a indiqué que d'ici à 1980 la prospection systématique de toutes les possibilités de formation devra permettre de parvenir à la délivrance annuelle de vingt mille diplômées d'État. Cependant, pour « renforcer » les effectifs de cette politique, il sera demandé à tous les hôpitaux publics, « sous exception », de prendre en charge la formation d'un certain pourcentage de leurs aides-soignantes. A ce propos, tout en confirmant son attachement à l'unicité du diplôme d'État et à sa qualité, le ministre se propose de créer, à côté de l'examen normal d'entrée dans les écoles d'infirmières, un nouveau diplôme d'entrée, un nouveau diplôme de promotion interne que « pourraient passer toutes les aides-soignantes après avoir, par exemple, d'exercice de la profession ». Ce projet a provoqué de nombreux remous désapprobateurs dans l'assistance, qui avait pourtant, jusqu'à, applaudi chaleureusement et plusieurs fois

le ministre. L'ANFIDE craint, en effet, que cette mesure ne dévalorise le diplôme d'État.

L'allocution de Mme Veil semble avoir résonné, dans son ensemble, répondeur aux revendications exprimées sous la forme d'un véritable règlement par l'état-major de l'ANFIDE.

Le climat psychologique

Au premier chef, cette organisation réclame la révision de l'article 402 du code de la santé publique qui définit la fonction d'infirmière et la confie, par rapport au médecin, dans un rapport de « dépendance et subordination ». Rôle périmé à ce jour. A cette occasion, les mauvaises relations médecin-infirmière auxquelles le congrès attribue l'une des causes essentielles du malaise infirmier ont été longuement dénoncées. Né fin de compte, qui supporte tout au long des journées l'angoisse de la mort et de la maladie ? Qui, lorsque le médecin décide un acte final comme, par exemple, arrêter un respirateur artificiel, écoute ces mots : N'est-ce pas l'infirmière ?

Combien de médecins aussi, se soucient de savoir si l'efficacité de leur personnel est suffisante pour exécuter toutes leurs prescriptions ?

Mme Veil a promis aux congressistes de faire examiner très rapidement la révision de l'article 402, comme elle les a assurés d'étudier, très prochainement, l'élaboration d'une charte de l'infirmière réclamée de longue date. L'ANFIDE a revendiqué, par ailleurs, la création et la mise en vigueur d'un statut spécifique pour les infirmières et infirmières des hôpitaux publics. A ce sujet cette organisation estime que si les salaires initiaux doivent être révisés, il faut, parallèlement, revoir toute l'échelle individuelle de la carrière de telle sorte que les rémunérations puissent être doublées en dix ou quinze ans.

Mais, plus que le salaire, ce sont le climat psychologique et les conditions de travail qui découragent le corps infirmier. Il est urgent, notamment, ont déclaré les responsables de l'ANFIDE, d'améliorer les procédures d'admission dans les « services » et de permettre aux infirmières qui le désirent de pouvoir en changer, voire de les choisir. Il est indispensable, aussi, de faciliter les mutations et de ne pas pénaliser celles qui en font la demande. Enfin il faut, à très court terme, prévoir des crèches-gardiennes en

nombre suffisant ainsi que des facilités de logement. Le directeur de la santé a indiqué qu'il avait déposé le financement de trente crèches hospitalières en 1974 mais c'est à dix fois ce nombre qu'il faudrait penser, estimant les infirmières.

Il manque à ce jour, pour les seuls hôpitaux, dix mille infirmières et plus de cinquante mille pour toute la France. Les quelques promesses faites au Touquet par le ministre de la santé — qui ne représentent qu'une première étape de l'amélioration des conditions de travail des infirmières — devraient être tenues à court terme si l'on veut parvenir à redresser une situation déjà très inquiétante. Mais il est évident, aussi, que leur effort risque d'être très amoindri si les médecins, les responsables d'établissements de soins et les infirmières elles-mêmes ne parviennent pas à une concertation commune.

ANITA RENO.

(1) ANFIDE : 24, avenue de la République, 75013 Paris. Téléphone : 365-42-32.

(2) L'infirmière générale, dans la fonction, n'est pas encore définie, actuellement, en fait, une activité qui varie dans certains hôpitaux, depuis des années, mais qui n'avait pas de statut. Il s'agit d'une infirmière du grade de surveillance clinique qui serait placée auprès de la direction de l'hôpital.



Et bien masculin. Les Galeries Lafayette réservent un immeuble entier aux hommes, directement relié au parking Haussmann.

Le nouveau Galfa Club. Remis à neuf, repeint, redécoré. Et agrandi : 4500 m² de surface de vente. Résultat ? Un magasin nouveau est né.

Un beau magasin. Avec une boutique 30 ans qui assure la coordination-conseil.

Une boutique gadgets et cadeaux. Une parfumerie. Un bar au deuxième étage. Et de nouvelles boutiques : 85 griffes représentant les meilleures marques françaises, Lanvin, Ted Lapidus, Cacharel, Cardin...

Résultat ?

Un homme nouveau va naître.

Un homme vrai : en fourrure, en cuir ou en laine. En tweed ou en chevron. En velours.

Un homme quatre saisons : en blouson, duffel-coat, imperméable. Un homme jeune :

en T. shirt, sweatshirt, jeans. Un homme complet : toutes les chaussettes, les sous-vêtements, les chapeaux. Les mocassins, les boots et les bottes.

Un homme bien servi. Nos acheteurs ? De grands voyageurs qui prospectent dans le monde entier et importent au meilleur prix.

Nos vendeurs ? Des spécialistes rompus à tous les textiles, à toutes les formes. A tous les styles. Pour faire de vous un homme. Enfin.

**galeries
lafayette**

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE ÉPINE

Nouveau Galfa Club. Nous n'habillons que les hommes.

صوتنا من الرجال

paris de

Afric

صكنا في الامم

Louez vos bureaux à Paris Nord un vrai «centre» d'affaires.



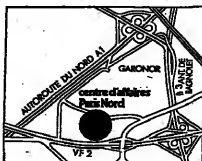
C'est un «centre» d'attraction. Paris Nord est branché en direct sur Paris avec lequel il communique aisément par l'effet du contre-flux de la circulation sur l'autoroute du Nord A1 et l'autoroute B3, antenne de Bagnolet (horaires inversés) et par les nombreux transports en commun (14 mn par le train, 25 mn par l'autobus). Mais le Centre d'affaires Paris Nord est aussi proche et accessible des agglomérations de Sarcelles-Gonesse (autobus), Aulnay-sous-Bois (train+autobus), Sevran-Villeneuve (train+autobus), Drancy-Le Bourget (autobus), qui représentent plus de 400 000 habitants. Enfin, Paris Nord est situé au Bourget (l'aéroport d'affaires de la région parisienne) et à quelques minutes de l'aéroport international Charles de Gaulle de Roissy-en-France.

C'est le «centre» d'un vaste complexe existant. Le centre commercial Carrefour Parinor (ouvert en juillet 1974) - le Novotel Paris Nord (juillet 1974) : 140 chambres, salle de congrès, piscine - Garonor (1967) - le centre de distribution Paris Nord - Citroën (1973), font, dès à présent, de Paris Nord le centre d'un complexe de 400 ha qui ensuite couvrira plus de 600 ha et s'étendra jusqu'à Roissy.

C'est un «centre» de services en fonctionnement. A l'intérieur même du centre d'affaires, les utilisateurs (17 Sociétés) trouvent sur place, depuis février 1974, tous les services d'un centre ville (variété des restaurants, brasserie, commerces, banques, PTT, etc.), plus l'agrément de travailler «sur jardins» (2 ha).

les charges les plus basses de la région parisienne.

Renseignements: GIL Centre d'affaires Paris Nord 93 Blanc-Mesnil tél. 931 3190



سوال الالام

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

Les causes de l'inflation et ses bénéficiaires

LES FAUX-MONNAYEURS

par MAURICE ALLAIS (*)

Le monde occidental, et tout spécialement la France, connaît aujourd'hui une crise sans précédent que les experts les plus lucides avaient pressentie depuis des années. Si l'on y prend garde, elle entraîne l'effondrement des sociétés qui la composent.

Cette crise a un double aspect : une inflation accélérée et non maîtrisée, et l'augmentation considérable de prix des hydrocarbures. Ce serait, en fait, une erreur majeure que d'attribuer la première à la seconde, car elle l'a précédée et, pour une large part, elle y a contribué à la susciter.

Tendance à l'accélération

1) L'accroissement de la masse monétaire correspond à la création d'un pouvoir d'achat en *nillo* auquel ne correspond aucun service rendu, d'est-à-dire à la création de faux droits. Il s'agit en fait de sommes considérables. Au cours de l'année 1973, la masse monétaire française s'est accrue de 45,8 à 55,7 milliards, soit de 73,3 milliards de francs, correspondant à un taux d'accroissement d'environ 15 %, pour une production intérieure brute de 1 016 milliards de francs. Ce montant est sensiblement égal à celui de tous les impôts directs, soit 153 milliards de francs.

2) La création de faux droits implique les « ruses » de crédit puisqu'il est effectivement miraculeux de pouvoir accroître

la production en prélevant payé par une création de faux droits, par exemple par un *débit*. Mais, en fait, il n'y a pas de miracle véritable en termes réels. Les faux droits viennent d'ajouter aux droits réels qui s'accroissent en dehors de leur création. Ils ne peuvent être utilisés qu'en échangeant les fausses des prix qui déçoivent toutes les autres parties prenantes en faveur des bénéficiaires des faux droits.

3) Pour des raisons techniques données, toute augmentation des moyens de paiement entraîne une augmentation de la dépense globale, cette dernière excédant le revenu global de l'excès des moyens de paiement sur les excédents des dépenses.

Qui en profite ?

4) Quels sont les bénéficiaires d'un tel système ? Une réponse simple est de dire que les bénéficiaires sont d'une part l'État quant à la création de monnaie de base (monnaie nouvelle) depuis dans les banques postales, depuis à la Banque de France et auprès du Trésor et d'autre part les banques quant à la création de la monnaie bancaire non couverte par la monnaie de base. La réalité est plus complexe : l'inflation est un phénomène d'État prise la monnaie de base crée à des taux d'intérêt plus bas que ceux qui se créent sur le marché, tous les emprunts sont donc dévalués, toutes les entreprises, tous les particuliers, tous les salariés, tous les banquiers, tous les concurrents des salariés à l'État.

(*) Professeur à l'École nationale supérieure des mines de Paris.

des encasements dérisoires, peut même vite que le revenu global, on peut affirmer qu'en tous d'inflation, si les moyens de paiement s'accroissent à un taux annuel de 15 % (taux moyen d'accroissement de la masse monétaire correspondant aux années 1971 et 1972) et si la production ne s'accroît que de 8 %, les prix s'élèveront nécessairement à un taux annuel au moins égal à l'excès du premier taux sur le second, soit 7 %. Mais la différence pourra être beaucoup plus élevée, et elle le sera d'autant plus que le processus inflationniste sera plus prononcé. Ainsi, à la fin de l'inflation allemande, d'avril à mai 1923, une augmentation moyenne de 70 % par mois des prix de 1923 alors que les moyens de paiement s'accroissent de 1 à 15, soit dix fois plus.

5) Qu'il faut qu'un cours du processus inflationniste l'excès global des dépenses relatives (rapport de l'excès global des dépenses au revenu national net) ne cesse de décroître, le taux de hausse des prix tend à excéder de plus en plus le taux de croissance de la masse monétaire. Il résulte de ce qu'un cours de développement tout entier tend à s'accroître. Si on le laisse se développer, elle peut devenir totalement incontrôlable comme le démontre l'hyperinflation historique de toutes les hyperinflation.

rendre graduellement des services à leurs clients sans enlever de la dépense et à leur prêt à des taux d'intérêt plus bas que ceux que l'on constaterait autrement. Il y a donc un très grand nombre de bénéficiaires.

6) Mais le système est encore plus complexe. Si, en effet, et par exemple, les entreprises, en raison des prêts qui leur sont accordés, se voient de la monnaie de base, à cet effet, elles emploient des sommes de salaires plus élevées que celles qu'elles pourraient consentir autrement, le prélevement sur la production des entreprises correspond à la création de faux droits par le système bancaire se fait dans ce cas au profit du personnel de l'entreprise considérée.

(Lire la suite page 16, 1^{er} col.)

Tout en constituant un grand progrès

L'accord sur la garantie de ressources des chômeurs risque de créer des illusions

PERSONNE ne doit en douter, c'est un pas considérable qui va être accompli. Mais avant même que l'accord du 14 octobre entre la C.N.F.P. et les syndicats sur les garanties de ressources aux travailleurs privés d'emploi ait été complété, l'adoption dans le règlement UNEDIC et élargi par une loi, il paraît convenable de dissiper certaines illusions qui seraient, demain, cruellement déçues. Le public risque en effet d'être abusé par une formule trop souvent répétée, selon laquelle « les chômeurs bénéficieront désormais de salaires de leur salaire pendant un an ». Parfois formulée appelée de salaires réservés, tant en ce qui concerne le « risque » envisagé qu'en ce qui touche sa « répartition ».

Le risque d'abord. Aux termes de l'article 2-1 de l'accord, il s'agit, pour bénéficier de la nouvelle garantie, « être inscrit pour un motif économique d'ordre conjoncturel ou structurel entraînant suppression d'emploi ; le motif du licenciement devra être attesté par l'inspecteur du travail ». La pierre angulaire du nouveau système, c'est donc la suppression d'emploi : parmi tous les chômeurs, d'est-à-dire parmi toutes les personnes involontairement privées d'emploi et désireuses d'en retrouver un, une situation hautement privilégiée est faite aux victimes d'une telle suppression. Cette discrimination radicale laisse perplexe.

Perplexe parce que sa mise en œuvre va s'avérer extrêmement délicate. La notion même de suppression d'emploi s'applique en effet à des situations très diverses. Exemple immédiat, celui des quelques centaines de milliers de salariés du bâtiment embauchés pour la durée d'un chantier et licenciés lorsqu'il s'achève : s'ils ne retrouvent pas d'embauche, auront-ils alors vocation à bénéficier des nouvelles garanties ?

D'une façon plus générale, qui dit suppression d'emploi dit réduction d'effectifs ou, plus précisément, de licenciement du salarié licencié. D'où à cet égard s'en tenir aux seules déclarations d'intention de l'employeur ?

Seulement pas : il faudrait bien, au moins au principe, vérifier que le partant est sans succès ; mais pendant combien de temps ?

Se contenter du délai le plus bref dans la bonne intention de fixer au plus tôt les droits du licencié risque d'aboutir à l'absurde. Mais avec l'allongement de la période de référence les problèmes se multiplient, soit que l'on attende sans expiration pour régler la situation de l'intéressé, soit que l'on modifie rétroactivement cette situation parce qu'un contrôle des effectifs de l'entreprise aura révélé que l'allocataire y a été finalement remplacé et qu'il n'a donc pas été victime d'un licenciement entraînant suppression d'emploi. Il comment éviter que certaines entreprises dont l'activité est sujette à fluctuations ne soient tentées de mettre « en dépôt » certains de leurs salariés pendant les périodes creuses pour les reprendre ensuite à leur service ? Cette question en appelle inévitablement une autre : les conventions de travail de la même garantie du salaire au cas du chômage simplement partiel ?

JEAN-JACQUES DUPEYRON, directeur du Département de Droit du Travail de l'Université de Paris-Denis.

(Lire la suite page 16, 2^e col.)

L'O.N.U. S'INTERROGE SUR LE DÉVELOPPEMENT

Peut-on empêcher l'extension de la famine ?

De notre envoyé spécial

New-York. — Célébrant la semaine dernière la Journée d'information pour le développement, l'O.N.U. avait convié une chaîne de spécialistes. Dans le nouveau palais de l'Assemblée, les professeurs Galbraith, Samir Amin (de Dakar), Mikhailov (de Novosibirsk) et d'autres ont échangé leurs idées sur la délégation américaine à la prochaine conférence mondiale de l'alimentation, à discuter avec une vingtaine de journalistes des moyens d'assurer dans les pays sous-développés la croissance à laquelle beaucoup ne peuvent encore prétendre.

Dialogue de sourds

M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U. avait pourtant bien introduit la discussion en rappelant qu'un moment où une partie de l'humanité est encore privée de ce élément essentiel qu'est la nourriture, un nouveau ordre économique et social est nécessaire pour réduire la misère, répartir mieux les richesses, améliorer la quantité de produits alimentaires disponibles, éviter les dépenses militaires. « Toute addition faite aux machines de la guerre, dit-il, est une soustraction aux forces de la paix », a déclaré M. Waldheim avant de rappeler que plus l'opinion comprendra vite les problèmes, plus les responsables trouveront facilement leur solution. Le débat allait montrer, une fois encore, que ce n'est pas si facile.

D'abord parce que le dialogue n'est pas ou guère sur toute une série de sujets essentiels. On l'a bien vu lorsqu'il s'agit de l'agriculture et l'énergie. Invités par les représentants des pays sous-développés à expliquer sur les conditions dans lesquelles leurs pays produisent produits mondiaux de céréales, se sont tenus sur la livraison, cette année les premières quantités de céréales supplémentaires de blé, alors que des millions d'hommes manquent de l'essentiel, tout ce qu'il y avait des matières premières : « Transactions commerciales

normales », a simplement commenté M. Mikhailov, pour qui, à l'heure, le droit du pauvre est le meilleur dans un monde où la crise de l'énergie a pour lui encore aggravé les peines les moins pourvus en aliments.

Même indifférence apparente des grands sur les moyens de modifier les conditions de la vie des pays sous-développés. Chaque année, l'écart entre les besoins et la production d'aliments s'accroît globalement de 2 à 3 milliards de tonnes en Asie et en Amérique latine. De sorte que dans quinze ans le retard de la production alimentaire du monde sera de 100 à 120 millions de tonnes de céréales, soit 18 à 26 milliards de dollars au prix actuel. Le choc est, en fait, la famine accrue ou le partage de cette énorme ardoise. Or ce n'est pas du tout ce que les pays riches ont fait. Ce n'est pas ce que l'on s'efforce, mais bien le contraire. Le service de la dette extérieure coûte

pourrait aux pays pauvres autant que la dette publique qu'ils reçoivent chaque année.

Circumstances aggravées dans une perspective de développement : les crises locales ne paraissent guère avoir pour souci majeur de diffuser les progrès technologiques ou de généraliser les réformes agraires, points de passage obligés pourtant de la croissance. M. Waldheim, le plus sévère à leur égard, a parlé de « simulateur » et réclame un changement de « toute la structure de la société ». Ce qui lui a valu une réplique — en partie injuste, car tel n'était pas le propos du Prix Nobel — d'un journaliste dédaigneux rappelant que si les peuples africains manquent de cultures vivrières, la faute en incombe d'abord aux colons qui, après avoir défriché les populations à l'époque de l'esclavage, ont remplacé les cultures traditionnelles par l'exportation de des fins industrielles de l'arachide, du coton, du jute, du cacao.

Début de déblocage

Le débat a cependant permis de constater un début de déblocage des positions. D'abord parce que M. Martin a annoncé que le 5 novembre, à Rome, la délégation américaine demanderait une augmentation de l'aide et des stocks alimentaires au moins égale à ce que propose la F.A.O. et que, éventuellement, les tonnages alimentaires de céréales destinées à l'alimentation du bétail américain pourraient être mis en œuvre pour couvrir les besoins. Réponse indirecte à M. Galbraith, qui après René Dumont, avait reproché aux États-Unis d'entraver la consommation de céréales, qu'il faut qu'ils fassent 7 kilos de protéines végétales pour produire un kilo de produits animaux.

Ensuite, parce que des facteurs nouveaux existent, qui permettent d'es-

pérer que les pays sous-développés passeront bientôt « du temps de la sollicitation à celui de la négociation ».

GILBERT MATTHIEU.

(Lire la suite page 16, 2^e col.)

pétrole : tout peut se prévoir

- pour être informés avant les autres
- pour connaître le détail des contrats
- pour comprendre les tendances

Remplissez ce Bon à découper et adressez-le à la SOCIÉTÉ 156, rue Montmorency, 75012 Paris, avec un règlement de 1.000,00 F pour recevoir un abonnement de 6 mois (120 numéros) du BULLETIN DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE, depuis dix ans le seul quotidien français d'information sur les hydrocarbures.

NOM :
PRÉNOM :
FONCTION :
ADRESSE :
SIGNATURE :

BULLETIN

LES FONDS QUI MANQUENT LE PLUS

« J'ai subi navré de voir... que beaucoup d'entreprises françaises, dont on ne peut pas, dans une économie comme la nôtre, entreprendre, disposer par une entreprise sans faire un effort de fonds propres... »

On ne saurait trop souligner à ces propos, tenus par M. Discart d'Étaling à l'occasion de sa dernière réunion de presse. Le temps est passé où de faux prophètes annonçaient à qui voulait les entendre — et il y en avait beaucoup — que, dans le monde moderne, les sociétés devaient se passer de capital d'État et, en outre, être de faire appel à la dette et toujours au crédit. On connaît les résultats d'une telle politique (voir page 17 l'article de Jacqueline Grippi).

On n'aurait cependant que rendre compte de l'excès de tous les agents économiques obérés sérieusement de la poursuite de l'activité à un niveau excessif. L'entrée d'urgence un moment où les préteurs ne font plus confiance aux débiteurs lorsque ces derniers sont incapables d'offrir les garanties nécessaires.

Si donc on ne peut qu'approuver le président de la République dans son diagnostic, on ne voit pas très bien, dans la situation, on peut remédier rapidement à la situation qu'il décrit. Pour accroître leurs fonds propres, les entreprises doivent, d'une façon ou d'une autre, faire appel à l'épargne. Mais comment lancer avec quelque chance de succès une augmentation de capital en numéraire dans l'état où se trouve actuellement la Bourse ? En toute rigueur, l'écoulement du marché financier est pratiquement réservé aux plus grandes firmes. La question reste donc ouverte pour la multitude des autres.

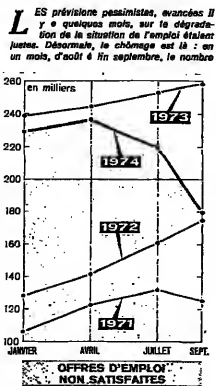
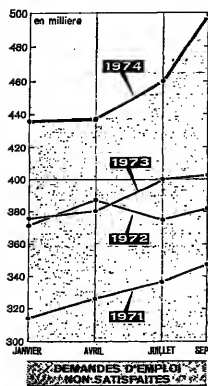
Une autre méthode consiste, pour les sociétés, à écouler leurs réserves, d'est-à-dire leur propre épargne. Mais cela suppose qu'elles continuent à réaliser des profits. L'inflation ne ruine-t-elle pas leurs marges bénéficiaires ?

Puisque cette voie est difficilement praticable dans les circonstances actuelles, on pourrait télégraphiquement conseiller aux entreprises d'améliorer leur bilan en consolidant une partie de leurs dettes, d'est-à-dire en transformant une partie de leurs engagements à court terme en ordonnances à long terme. Mais deux obstacles, tenant à la même cause, s'opposent aussi à cette solution. La hausse des taux d'intérêt, en effet, une double conséquence : elle déprime le cours des obligations et elle aggrave la charge financière des sociétés émises.

Pendant longtemps encore, les fonds propres risquent d'être ceux qui manqueront le plus.

FAITS ET TENDANCES

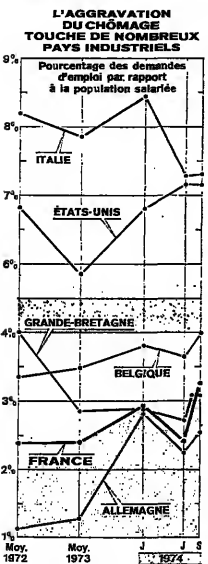
EMPLOI : la situation s'est brutalement dégradée



Les prévisions pessimistes, énoncées il y a quelques mois, sur la dégradation de la situation de l'emploi étaient justifiées. Le chômage est à : en un mois, d'octobre à septembre, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites, avant correction des variations saisonnières, s'est accru d'un peu plus de cent mille unités. 534 200 fin septembre au lieu de 423 500 fin août et de 419 200 il y a un an. L'évolution des demandes et des offres d'emploi non satisfaites, après correction des variations saisonnières — comme le montrent les graphiques ci-dessus — révèle la même dégradation : le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a augmenté de plus de cent mille unités, et celui des offres d'emploi non satisfaites, d'un peu plus de cent mille unités. On s'attend, sans les mois qui viennent, à une montée continue du chômage.

Au moment où des jeunes, libérés de leurs obligations scolaires, recherchent un premier travail, les entreprises font ou arrêtent l'embauche, et s'y ajoutent les licenciements collectifs, de plus en plus nombreux. Cette brutale dégradation est d'autant plus inquiétante qu'elle ne s'agit pas d'un accident de parcours : on s'attend, sans les mois qui viennent, à une montée continue du chômage.

A l'étranger, le même constat peut être dressé, encore que l'aggravation semble moins nette aux Etats-Unis et en Italie, et qu'une légère accalmie soit observée en Grande-Bretagne. On notera cependant que le rapport d'emploi non satisfaites à la population salariée est comparable en France et en Grande-Bretagne.



La garantie de ressources des chômeurs

(Suite de la page 15)

Mais beaucoup plus encore que ses difficultés d'application, c'est le principe même d'une telle discrimination entre les personnes involontairement privées d'emploi qui laisse perplexité. Ainsi, indépendamment de toute suppression d'emploi, les mutations économiques entraînent le licenciement de ceux qui ne peuvent s'adapter à de nouvelles méthodes, de nouvelles techniques, de nouvelles exigences ; elles ont pas à la chance d'être compensées dans des compressions d'effectifs mais ont, au contraire, la malchance d'être remplacées par d'autres, plus expédites ou supposées tels, ils ne seront pas considérés par les ASSÉDIO comme chômeurs à part entière mais comme chômeurs de deuxième qualité, moins intéressants que les autres.

En réalité, on ne comprend pas bien pourquoi l'importance de la réparation devrait varier selon la cause du préjudice — c'est-à-dire de la privation d'emploi — au moment que ce préjudice est involontaire.

Cet élitisme sera générateur de trop de difficultés d'application, de trop de fraudes et de trop d'arbitraires pour survivre longtemps ; tôt ou tard, le droit du chômage devra être uniformisé par le haut.

Par ailleurs, on a indéfiniment répété que les chômeurs vident par l'accord au salaire de percevoir pendant une année des prestations équivalentes à leur salaire. Il est exact qu'en termes de l'article 4, alinéa premier, de l'accord.

« le droit à l'allocation supplémentaire d'attente ». Mais, avec l'alinéa suivant, l'éclairage se modifie : à l'expiration du troisième trimestre de chômage, le chômage sera examiné par une commission paritaire qui, compte tenu d'un ensemble de données indubitablement imprécises (efforts de reclassement, offres d'emploi faites, handicaps, stages de formation professionnelle, projets ou succès), « décide s'il y a lieu de maintenir le versement de l'allocation supplémentaire d'attente ». Mais, en ne supprimant pas le droit de conséquences.

Laissons de côté le problème difficile — mais tellement théorique, car on ne voit pas du tout pour l'instant comment les commissions paritaires pourraient venir à bout de la tâche — mais, soutenu par une cascade de ces organismes et par l'absence de décisions ; et supposons que tout se passe à l'expiration de chaque trimestre, le plus régulièrement du monde. Parage des voix ? Pas de décision positive, maintien, donc suppression des allocations. En clair, et compte tenu du caractère partiel des commissions, cela signifie que le chômage est révisé, et que les allocations sont pratiquement subordonnées à un feu vert patronal. A tort ou à raison, cette perspective paraît peu rassurante aux intéressés.

Sans doute, s'ils étaient victimes d'une injustice, pourraient-ils s'adresser aux tribunaux ordinaires. Mais le recours ne leur sera pas d'un très grand secours.

Il est vrai qu'un arrêt récent de la Cour de cassation a admis que les juges pourraient contrôler les motifs d'une décision d'attente prise par une association, mais en général les tribunaux judiciaires ne peuvent pas intervenir dans le fonctionnement des associations et autres institutions privées ; ils préfèrent s'en tenir au contrôle de la seule régularité formelle de leurs décisions.

ROGER AUBOIN ou la croisade pour de « vraies monnaies »

Nous avons annoncé dans « le Monde » daté 19 octobre la mort de Roger Auboin, conseiller d'Etat honoraire, ancien directeur général de la Banque des règlements internationaux. Il avait joué un rôle important dans l'histoire monétaire internationale de l'après-guerre, et s'était exprimé à maintes reprises dans les colonnes de « le Monde ».

Aux environs de 1945 le monde était à des idées nouvelles consistent à rétablir le rôle des monnaies nationales et à leur donner une explication intérieure continue et celle d'un système ordonné des paiements internationaux. Avec détermination, mais avec intelligence et fermeté, elle entreprit de remonter la pente et d'éduquer les esprits. Elle fit par ses rapports annuels. Elle fit par ses contacts suivis avec les autorités monétaires des pays de l'Europe occidentale.

En 1948, quand Roger Auboin prit en retraite comme directeur général de la Banque des règlements internationaux, il était dans une large mesure gagnée — ou moins temporairement.

Cela avait été un travail collectif, dans lequel une part importante avait été prise par Maurice Fré, président de la Banque depuis la guerre, par divers gouvernements de banques centrales alignés au conseil d'administration, et par les membres de la direction, tout spécialement par Per Jacobson. Mais le rôle de Roger Auboin, directeur général, avait été essentiel.

Pendant toute sa carrière, dans des articles ou dans des conférences, il n'a cessé d'employer à montrer que les peuples et leurs gouvernements se laissent trop facilement séduire de se donner des monnaies dignes de ce nom. Il a tenu, avant de mourir, à le redire avec force dans son livre les Vraies Questions monétaires publié en 1973, dans lequel il passe en revue les cinquante années de la vie financière internationale européenne. Il a été associé comme acteur ou comme témoin.

Ce spécialiste des questions économiques était aussi un gentilhomme, un esprit lucide, un observateur avisé des choses humaines. Il mourait, en même temps qu'un exemple de sagesse, une leçon sur la monnaie bien digne aujourd'hui d'être méditée.

GUILLAUME GUINDEY.

Utilité du recours : zéro

Ainsi, cette année même, un comité typique, opposant un allocataire et son ASSÉDIO, a été justement soumis à la cour d'appel de Colmar. Parce que le premier avait refusé un certain emploi, l'ASSÉDIO avait suspendu le service de ses allocations. Or l'allocataire soutient que l'emploi n'était pas suffisamment rémunérateur et ne correspondait pas à sa formation ; en conséquence de quoi il demandait aide et protection à la justice contre la décision de l'ASSÉDIO. « La cour ne peut que constater la régularité formelle de cette décision », lui a-t-elle été répondu par des magistrats peu soucieux de se pencher sur le fond du problème et de construire la liberté des gestionnaires. Utilité du recours : zéro.

Au moment où l'on met en place un système dont le fonctionnement va soulever un grand nombre de difficultés et dont l'ajout va être considérable, on s'attend à ce que les intéressés puissent avoir l'impression — fondée ou pas — d'être livrés sans défense à l'arbitraire. Il conviendrait donc soit que les participants soient entendus, deux-mêmes aux décisions du paritarisme, soit que le niveau des décisions des organismes supérieurs à être le nouveau système, soit que le législateur amène un comité d'arbitrage des garanties suffisantes.

JEAN-JACQUES DUPEYRoux.

LES BANQUES ONT RALENTI EN 1973 LEUR CONCOURS au financement de la construction

Les crédits bancaires accordés au secteur de la construction ont stagné en 1973 par rapport à 1972. Selon les comptes financiers du logement établis par la Banque de France, ils se sont élevés l'an dernier à 35,8 milliards de francs, contre 36,9 milliards il y a deux ans. Leur part dans le total des prêts destinés aux particuliers et aux promoteurs, et

Les crédits publics ont représenté d'une année à l'autre de 17,5 %, représentant 25 % de la somme totale, au lieu de 22 % en 1972. Les prêts du Crédit foncier (+ 13,2 %) sont intervenus pour 4 %, et les crédits divers (+ 3,4 %) pour 5 %.

En 1973, seuls les crédits concédés à la construction neuve ont augmenté (46,4 milliards contre 43), alors que

L'ORIGINE DES CRÉDITS NOUVEAUX ACCORDÉS AU LOGEMENT (en millions de francs)

Organismes distributeurs	1971	1972	1973
Prêt à caractère public (1) ..	11 800	12 538	15 887
Crédit foncier de France	4 355	4 694	5 281
Secteur bancaire (2)	26 597	28 763	34 372
Divers (3)	2 785	3 185	3 388
TOTAL	45 232	50 081	63 888

(1) Caisse des dépôts et consignations, Caisse d'épargne, Caisse de prêts aux organismes d'H.L.M., Sécurité sociale, collectivités locales, Etat.
(2) Banques (inscrites), Crédit populaire, établissements financiers, Crédit agricole, Crédit mutuel, Crédit coopératif, Comptoir des entrepreneurs.
(3) Caisse de retraite complémentaire, ménages (souscription des actions émises par les sociétés immobilières d'investissement).

qui s'élève à 63,9 milliards de francs, a diminué, s'établissant à 62 %, au lieu de 65 % en 1972. Leur concours représente néanmoins en pourcentage supérieur à celui enregistré en 1971 (58 %).

A cause du ralentissement bancaire, le montant des crédits nouveaux concédés au financement du logement a progressé d'un rythme nettement plus faible qu'en 1972 (+ 4,2 % entre 1972 et 1973, contre + 33,6 % entre 1972 et 1973, et + 31,3 % de 1970 à 1971).

Les prêts attribués aux logements anciens et les crédits pour le gros entretien des immeubles ont stagné à 11,9 milliards contre 12,1, 5,8 milliards contre 5,8. Par ailleurs, les crédits accordés aux villages représentés, avec 31 milliards de francs, 80 % de l'emprunt, en progression de 5,1 % par rapport à 1972. Le reste comprend les prêts aux entreprises de location — y compris les H.L.M. — à louer — 11,2 milliards de francs) et aux promoteurs (17 milliards de francs).

EN RAPIDE AUGMENTATION

La production de charbon de la Chine a atteint 400 millions de tonnes en 1973

De notre correspondant

Pékin. — La production charbonnière était depuis dix ans la grande inconnue de l'économie chinoise. On a en conséquence le volume que par approximations grossières avec des marges d'erreur de cinquante millions de tonnes. Les informations fournies dans le Quotidien de Pékin du 28 octobre, combinées aux prévisions apportées il y a une semaine par une haute personnalité gouvernementale chinoise, permettant d'y voir beaucoup plus clair. La Chine en fait, double même, a atteint brillamment son plan charbonnier.

Le volume de l'extraction, l'année dernière, a atteint 400 millions de tonnes (chiffre inférieur aux estimations — 460 millions — publiées par le Monde du 2 octobre. Il convient d'ajouter, en revanche, le chiffre de la production sidérurgique qui est de 27 millions de tonnes, au lieu de 25, comme sous l'égide de la même date. La Chine se trouve donc la troisième puissance charbonnière mondiale (l'Union soviétique la précède de plus de 250 millions de tonnes).

On se peut néanmoins demander d'être frappé par le rythme de cette croissance. Les objectifs de production du plan quinquennal, établis en 1970, s'élevaient à 500 millions de tonnes. La progression des années suivantes a donc dépassé 30 millions de tonnes en moyenne, soit à peu près le volume de la production nationale de 1969 pendant la période du « bond en avant ».

C'est toujours la Chine du Nord qui fournit la plus grande partie du combustible. Cependant les régions situées au sud du Yangtsé ont accompli un effort considérable en cours des dernières années. De grandes provinces auparavant dépourvues de charbon — comme le Sichuan, le Yunnan et le Koutchou

naïvement maintenant une partie de leurs besoins. Une mine a même été ouverte au Tibet dont on ignore la production.

A côté des grands gisements d'exploitations prises en charge par les districts, les communes rurales ont le droit de produire, de produire, d'exploiter 110 millions de tonnes par an en faveur de production de la dernière période.

Le combustible est cette fois du vrai, rien, même si sa qualité est parfois médiocre, et son extraction emploie la main-d'œuvre rurale libérée par le début de mécanisation tout en occupant les gens — au moins pendant la morte-saison. Le charbon est destiné entre autres aux fours des petites unités sidérurgiques — alimentées de minerai de fer local — des fabriques d'engrais ou des cimenteries, mais aussi à la production de machines agricoles.

Depuis 1952, sept cents unités de production de charbon ont été créées ; parmi elles se trouvent une cinquantaine de mines nationales régionales réparties à travers le pays, de la Mongolie intérieure à la province du Kiangtong. Néanmoins tous ces progrès ne suffisent pas à satisfaire les besoins. Le minerai de charbon et de fer existe en quantités quasi inépuisables mais la Chine manque de matériel d'extraction. Dans quelques années sans doute son équipement aura progressé et il sera possible que le charbon lui fournisse des devises.

Mais le gouvernement chinois ne cache pas que la commerce extérieur s'élargisse, mais que le développement par l'industrialisation intérieure.

ALAIN BOUC.

éditions universitaires

VIENDE PARAITRE :

Denis Clerc
LA MONNAIE (25 F)

Hugues Puel
LES ECONOMISTES RADICAUX AUX USA (25 F)

RAPPEL :

Granel (29,95 F)
Urbanisme et révolution (19,95 F)
L'appareil d'action culturelle (39,95 F)
Initiation au marxisme (19,95 F)
Vocabulaire de l'économie (19,95 F)

Collection "CITOYENS"

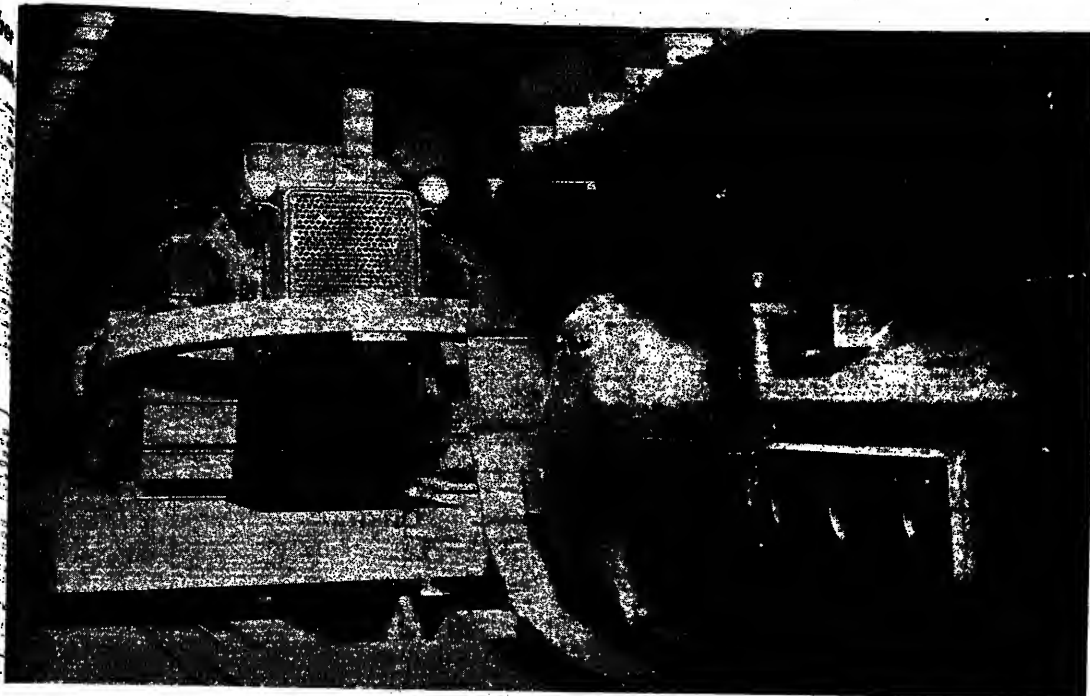
سورة الاحقاف

صكنا ان الامل

LE MONDE DE L'ECO

Pour-on empêcher
l'extension de la fam

... LE MONDE — 29 octobre 1974 — Page 19



Huit usines implantées sur trois continents.

Fiat-Allis : un nom nouveau dans l'industrie du matériel de travaux publics. Mais un nom qui veut déjà dire beaucoup de choses.

Fiat-Allis est née avec un outil de production sans équivalent dans la profession. Il y a des usines Fiat-Allis aux Etats-Unis. En Grande-Bretagne. En Italie. Au Brésil. Certaines d'entre elles sont parmi les plus modernes dans le monde.

La nouvelle usine de Lecce, par exemple, dans le Sud de l'Italie. 65 millions de dollars d'investissement. L'exploitation systématique des derniers progrès de l'automatisation, de l'organisation du travail, du contrôle de la qualité.

Fiat-Allis a intégré les moyens de production de deux grands constructeurs de matériel de travaux publics : Allis-Chalmers, un pionnier dans cette industrie en Amérique, et Fiat, de loin le leader en Europe.

Dès le départ, Fiat-Allis est installée aux premiers

rangs mondiaux. Avec une gamme complète de machines - dozers, chargeurs sur chenilles et sur pneus, excavateurs hydrauliques, graders, scrapers. Avec une organisation de vente et d'assistance qui couvre 125 pays.

L'industrie américaine et l'industrie européenne n'ont peut-être jamais été aussi loin ensemble. Deux énormes entreprises mettant en commun leur spécialisation dans les travaux publics, leurs moyens de production et de recherche, leurs ressources financières.

Fiat-Allis veut maintenant rendre la vie un peu plus dure à ses concurrents. En construisant de meilleures machines. En assurant un meilleur service. Et en apportant la preuve à ses clients qu'on peut être grand et ne pas oublier à qui on le doit.

Fiat-Allis a de l'ambition, beaucoup d'ambition. Mais derrière le nom Fiat-Allis, il y a plus que cela.

Nous n'avons pas que de l'ambition.

FIAT-ALLIS

Cinéma

« Borsalino and Co »

de Jacques Deray

**DE SRIDER
A NOURKIL**

9 Nourkil et Marvin Erikson, sont installés pour cinq semaines à la CSM universitaire, où ils s'étaient revêtus l'an dernier. On retrouve avec plaisir leurs gestes précis, leurs plés métaphoriques et leurs équilibres impeccables. Seulement, leur spectacle s'appuie sur des nouvelles. Une notation importante : « Mese » n'est qu'une brillante démonstration technique répétant les mêmes attitudes et les mêmes gestes que les ballets précédents. Nourkil semble s'être laissé séduire par un vocabulaire moderne et faire figurer dans son répertoire des figures comme « Perséphone », qui sera arté le 20 novembre, disparaît cette éblouissante impression.

MARCELLE MICHEL

Lundi 28
FESTIVAL
 DIVERTISSEMENT
 à PARIS
THÉÂTRE RÉCAMIER

da. FRANK WEDEKIND
mise en scène de
BRIGITTE JAKES
location 548.63.81

En bref

Cinéma

Le Troisième cri

Lisez
Le Monde
des Philatélistes

(Suite de la première page.)

Les choses se sont passées de la sorte. Tandis qu'ils étaient simultanément traités par leurs hôtes, tandis qu'ils étaient reçus presque à l'égal de chefs d'Etat, d'abord par le maire de Montréal, puis à Québec par le premier ministre de la province, M. Sourasse, enfin à Ottawa par deux ministres francophones du gouvernement fédéral, et

■ Le spectacle « Comme la neige » en tête au Théâtre des Variétés, est différé pour une période encore indéterminée. Cette décision a été prise à la suite du malaise dont s'est victime, dimanche, Régine, interprète aux côtés de Nouvellet et de Nicole

Tous deux étaient publiés à Paris respectivement chez Robert Laffont et chez Albin Michel, tandis que Langevin l'était à Montréal. Le jour veut que Le Seuil, avec Langevin était en pourparlers pour une édition française, lui ait demandé des coupures, pour s'adapter à la censure et à la sensibilité françaises. Ces coupures, difficilement admises

l'académie Goncourt, vous le savez, qu'il ne rencontre officiellement aux « pertes » d'ailleurs de nombreux, mais assez peu littéraires, des riches puissances invitées, décevait de ne jamais rencontrer. ne vinrent pas tous. Le grand poète Gaston Miron, entre autres, avait refusé l'invitation. Mais en plus de deux lauréats, Anne Hébert, Robert Choquette, parmi les anciens, Claude Jutra, Jacques Godbout, parmi les jeunes, étaient présents. De ce

les œuvres publiées au Seuil (*Si Galernée / D'amour P.Q.*). Et aussi la délicieuse Académie, nous Miellet, dont *Le Sapin*, un logue théâtral, et le roman, *M. Agiles*, seront publiés à Paris février prochain.

La fin du repas tourne en un « happening ». Tout le monde se mit à engouler et à vider le monde. Tandis que l'académie

une tribune? Une chose est certaine : par les uns comme par les autres, se visite au Canada a été utilisée à des fins beaucoup plus politiques que culturelles. Elle par les deux fractions d'une population prise dans une situation déchirante. Car si l'opinion québécoise est unanime dans son désir de sauver et d'affirmer une identité foncière, elle est divisée sur les moyens à employer pour y parvenir.

Les Goncourt au Québec

Les choses se sont passées du côté de la sorte. Tandis qu'ils étaient soigneusement traités par leurs hôtes, tandis qu'ils étaient reçus presque à l'égal de chefs d'Etat, d'abord par le maire de Montréal, puis à Québec par le premier ministre de la province, M. Séguin, enfin à Ottawa par deux ministres francophones du gouvernement fédéral, et

■ Le spectacle « Camille la malgène » en trois actes (Mikhaïl des Vachutes) est un *tit-tit* pour une période encore indéterminée. Cette décision a été prise à la suite du succès d'une première représentation, à Genève, Béatrice, interprète des deux côtés de Noulouf et de Nicole

l'académie Goncourt, vous le savez, qu'il ne rencontre officiellement aux « pertes » d'ailleurs de nombreux, mais assez peu littéraires, des riches puissances invitées, décevait de ne jamais rencontrer. ne vinrent pas tous. Le grand poète Gaston Miron, entre autres, avait refusé l'invitation. Mais en plus de deux lauréats, Anne Hébert, Robert Choquette, parmi les anciens, Claude Jutra, Jacques Godbout, parmi les jeunes, étaient présents. De ce

une tribune? Une chose est certaine : par les uns comme par les autres, se visite au Canada a été utilisée à des fins beaucoup plus politiques que culturelles. Elle par les deux fractions d'une population prise dans une situation déchirante. Car si l'opinion québécoise est unanime dans son désir de sauver et d'affirmer une identité foncière, elle est divisée sur les moyens à employer pour y parvenir.

Cinéma

ularité du Troisième Cr

Lisez
Le Monde
des Philatélistes

Lisez

**Le Monde
des Philatélistes**

en été (Théâtre des Variétés) est différé pour une période encore indéterminée. Cette décision a été prise à la suite du malaise dont s'est victime, dimanche, Régine, interprète aux côtés de Moulouji et de Nicole

FIN

